

Médias et numérique : une chance pour le bien commun ?

Colloque conclusif du séminaire Médias et bien commun

Mots clefs : MEDIAS, BIEN COMMUN, PRESSE, NOUVELLES TECHNOLOGIES, NUMERIQUE, INTERNET, CONFIANCE, REGULATION.

OUVERTURE

Hubert du Mesnil : Les médias jouent un rôle essentiel dans la transmission, qui est un des axes de recherche fondamentaux du département société. Ce colloque ouvre la voie à la nouvelle chaire du Collège qui sera consacrée à l'humanité face au défi du numérique. La finalité du collège étant d'abord de porter des messages d'espérance, on ne peut qu'espérer que la journée conduira à ôter le point d'interrogation de son titre.

Henri Pigeat : Parler de chance pour les médias aujourd'hui est paradoxal : tous les médias sont en crise sont en reconversion. Pourtant, les médias ont un rôle à jouer dans la construction du bien commun qu'on pourrait définir comme un art de vivre ensemble symbolisé par la fresque du Bon gouvernement de Lorenzetti à Sienne. La multiplication des sources d'information et l'invasion des algorithmes pourraient faire craindre une déshumanisation de l'information, mais comme l'a dit Martial Raysse « L'humain ne peut créer que l'humain », et l'information est éminemment humaine.

TABLE RONDE 1

« L'information médiatique change de nature. Est-elle encore information ou devient-elle surtout médiation ? »

Présidence : Gemma Serrano

Intervenant : Éric Scherer (France Télévisions), François Morinière (l'Équipe), Lorenzo Soccavo (Paris 13)

L. Soccavo : l'évolution des pratiques de lecture conduit à remettre en cause ce qui a été à la base de toutes les formes de lecture et d'écriture qui est la page. Avec les alternatives qui se présentent comme le multifenêtrage, la réinscriptibilité et la lecture séquentielle, le statut anthropologique de la page est en train d'être redessiné.

F. Morinière : La médiation est au cœur des médias dès leur origine. Pourtant, il a pu exister dans les médias une forme d'arrogance qui a fait perdre le lien avec les lecteurs. Le numérique a permis l'expression de la diversité des opinions : dans un premier temps, cela s'est traduit par un règlement de compte, puis un nouveau débat est né, qui a fait monter en puissance la compétence des lecteurs.

E. Scherer : Nous sommes en train de passer d'une culture de l'écrit à une culture de l'écran, où le web est en train de basculer dans un web de l'audiovisuel et plus de l'écrit. Dans ce nouvel univers, le journalisme de magistère est appelé à disparaître, pour laisser aux journalistes la double mission de gérer le débat public et d'intégrer le public dans la production de l'information. Plus que l'attention, c'est la confiance qui est le défi des médias de demain : servir de référence dans le bruit, trier, faire gagner du temps, amener de la valeur ajoutée.

TABLE RONDE 2

« Les médias et les nouveaux diffuseurs d'information apportent-ils encore la valeur ajoutée d'information attendue de la cité ? »

Présidence : Hervé de Vaublanc

Participants : Vincent Giret, David Guiraud, Daniel Bournoux.

D. Guiraud : La mission des médias est d'aider à vivre et à grandir ensemble. Pour la remplir dans un contexte d'accélération de l'information et de perte de repère, ils doivent retrouver une écologie du temps qui réduise le bruit et renforce la capacité de discernement du public. Il est nécessaire pour cela d'accepter les transformations irréversibles de l'écosystème, en cherchant l'empathie avec le public et en intégrant la technologie dans les contenus.

V. Giret : Les médias actuels sont confrontés à la fois à la tyrannie de l'immédiateté, à une défiance généralisée et à une rupture technologique qui se double d'une rupture économique. Pour y faire face, les journalistes se doivent de maintenir une exemplarité vis-à-vis du public qui maintienne leur crédibilité, et d'accepter une adaptation plus rapide des rédactions, tournée vers plus de mobilité.

D. Bournoux : Dans l'ordre du livre, il y avait un seul monde. On est entré dans une ère de pluralité des mondes. La crise des médias est un aspect de la crise de la représentation qui est aussi une montée de la participation, ce qui est profondément démocratique puisque cela équipe chacun en création. Les médias qui captaient la fabrication du consensus sont le bouc-émissaire de cette création. Les nouveaux outils servent d'abord à critiquer, à faire de la veille, plutôt qu'à faire de la contre-création. Mais la révolution numérique n'est pas terminée, et de cette critique peut émerger une nouvelle forme de démocratie.

TABLE RONDE 3

Le service du bien commun est-il assuré ou menacé par le nouveau système médiatique

Présidence : Alain Cugno

Intervenants : Laurent Greilsamer, Michel Melot, Alain Caillé, Père Henri Madelin.

L. Greilsamer : En France, le journaliste a toujours été très mal perçu. Balzac a ainsi écrit que « si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer ». Les grandes étapes de l'histoire de la presse, de l'invention des rotatives en 1836 à la révolution numérique en passant par l'affaire Dreyfus n'a pas permis de résorber ce problème de confiance qui éclate désormais au grand jour au moment où les nouvelles opportunités de participation sur Internet permettent au public de s'exprimer comme jamais.

M. Melot : Les bibliothèques sont totalement envahies par le numérique, mais le livre imprimé ne perd rien, il gagne encore du terrain. Il existe pourtant à la bibliothèque nationale de France un dépôt légal du web, dont l'objectif est de fixer un patrimoine qui a pour caractéristique principales d'être fugitif et mouvant. Ce patrimoine fugitif, coûteux à conserver, est pourtant un bien commun. Au sens où il appartient à une collectivité, et non à une ou des personnes.

A. Caillé : Nous avons les médias que nous méritons, ce qui pose la question de la société dans laquelle nous vivons. Cette société est essentiellement fragmentée, et marquée par le triomphe du capitalisme rentier et spéculatif. Il s'agit d'une société « parcellitaire » ou de totalitarisme inversé, qui partage avec les totalitarismes du XXe siècle le culte de la révolution permanente, un déni des relations de pouvoir, une forme de prométhéisme, la fabrication d'un monde fictif et une surveillance permanente. Les médias jouent dans ces deux derniers éléments un rôle stratégique. C'est pour faire face aux dérives de cette société que soixante-quatre chercheurs et auteurs se sont réunis pour proposer un texte intitulé « manifeste convivialiste, déclaration d'interdépendance », qui réfléchit aux possibilités de penser une société moins centrée sur le capitalisme et fondée sur un salaire minimum et un salaire maximum.

H. Madelin : La télévision actuelle nous a habitués au court-termisme, à la succession des images et tend à effacer la mémoire. Elle fait de la société un spectateur d'elle-même où la catégorie des acteurs est de plus en plus restreinte. La télévision enferme les acteurs dans le paraître, et ce n'est que par illusion qu'elle prétend atteindre l'être en repoussant toujours plus loin les frontières de la vie privée. L'idéologie dont elle est porteuse est plus diffuse que les grandes idéologies du XXe siècle mais elle n'en est pas moins prégnante. Les médias auraient pourtant un rôle à jouer dans le nouvel internationalisme qui est nécessaire pour permettre à l'humanité de connaître le sursaut qui seul pourra lui permettre de surmonter les difficultés qui se profilent.

CONFERENCE DE CLOTURE

Grand invité : Dominique Schnapper

Les médias sont des instruments essentiels de la démocratie, dans la mesure où la démocratie s'efforce de résoudre les problèmes par les mots. Ils prétendent organiser les débats démocratiques et le font effectivement de manière plus ou moins satisfaisante. Pourtant, ils sont victimes de l'accélération du temps de la même manière que les hommes politiques peinent à prendre la distance nécessaire à l'égard de l'immédiat. D'autre part, les médias ont tendance à renforcer la confusion des ordres des personnes et des valeurs qui est l'une des dérives possibles de la démocratie. Enfin l'absence de contrôle par l'État de droit de tout ce qui est dit et écrit sur Internet risque de déboucher sur un état de nature qui n'est pas favorable à l'épanouissement de la démocratie.